

Jacques Hogard : « *La fameuse livraison d'armes dont [Guillaume Ancel] parle, dont il est incapable de donner la date, moi je dis c'est le 22 juillet : nous avons livré des vivres, des bâches plastiques, des aliments pour enfants à des réfugiés des FAR* ».

Transcription de l'interview de Jacques Hogard par Jérôme Chapuis, diffusée le 29 juin 2019 sur la chaîne Public Sénat.

Lien vers l'émission :

<https://www.publicsenat.fr/emission/un-monde-en-docs/genocide-rwandais-le-role-de-la-france-141965>

*



LE JOURNALISTE JEROME CHAPUIS FACE A JACQUES HOGARD, SUR LE PLATEAU DE PUBLIC SENAT.

NB. – Les principaux bégaiements ainsi que certains acquiescements de complaisance ont été supprimés.

[Début de la transcription à 00' 01'']

Jérôme Chapuis : Voilà, cette histoire d'une infinie complexité. 25 ans après, les faits sont encore prisonniers des douleurs, des passions et bien sûr des enjeux politiques et diplomatiques. Comment pourrait-il en être autrement ? Cela vient d'être rappelé à la fin de notre film : depuis 2010, Nicolas Sarkozy, et la France donc, admettent au minimum de graves erreurs d'appréciation dans la gestion de cette crise hors norme au Rwanda. Faut-il, pour autant, prendre pour argent comptant les accusations

les plus lourdes ? Rappelons qu'au Rwanda, notre pays est régulièrement présenté ni plus ni moins comme un complice – un complice ! – de ce génocide. Et pour en parler, je reçois, maintenant, Jacques Hogard. Bonjour !

[00' 41'']

Jacques Hogard : Bonsoir.

[00' 42'']

Jérôme Chapuis : Merci d'être avec nous. Vous serviez dans l'armée française. Vous avez joué un rôle de premier plan dans cette opération Turquoise. Comme officier de la Légion étrangère, vous avez commandé l'un des trois groupements déployés, chargés de s'interposer durant cet été 1994. Ça a commencé en juin, il y a donc tout juste 25 ans.

[01' 02'']

Jacques Hogard : Tout juste.

[01' 03'']

Jérôme Chapuis : Votre livre, paru en 2005, a été republié il y a trois ans dans une édition augmentée. Il s'appelle *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*, chez Hugo Doc. Et vous y défendez, vous, le rôle de la France. Alors je voudrais, d'abord, une réaction à ce film. Il donne la parole à de très nombreuses personnalités. Et, j'en suis sûr, beaucoup de téléspectateurs en ressortent troublés. Est-ce que vous le comprenez ça ?

[01' 29'']

Jacques Hogard : Le film est très bien fait. Le film auquel nous avons assisté est très bien fait. Il est aussi porteur d'une certaine émotion, que je partage parce que..., moi je suis allé passer ces deux mois d'opération Turquoise au Rwanda à l'été 94. Et comment ne pas être profondément ému et touché par ce drame sans précédent, que nous y avons vu – je dirais presque palpé –, sur place. Et..., alors ça c'est évident. La...

[01' 59'']

Jérôme Chapuis : Mais ce qu'on voit dans le film...

[02' 00'']

Jacques Hogard : La remarque que je voudrais faire maintenant, c'est quand même que ce film me paraît exagérément à charge contre la France. Je peux comprendre les motivations de Monsieur Klotz, qui en est...

[02' 10'']

Jérôme Chapuis : Le réalisateur.

[02' 11'']

Jacques Hogard : L'auteur, le réalisateur. Mais je vois bien qu'il donne la part belle [sourire] aux gens qui soutiennent un peu la position du gouvernement rwandais d'aujourd'hui, de Paul Kagame, dans ses accusations auxquelles vous faites allusion à l'instant. Et qui sont pour nous, anciens militaires de l'opération Turquoise, intolérables.

[02' 27'']

Jérôme Chapuis : Alors on va rentrer dans le détail. Mais d'abord peut-être, qu'est-ce qui, vous, a guidé votre démarche quand vous avez pris la parole, au travers de ce livre notamment ? C'est quoi ? C'est la colère, le dégoût par rapport à ce que vous avez entendu ?

[02' 38'']

Jacques Hogard : En deux mots : en rentrant, en 1994, du Rwanda, je suis affecté à Aubagne, à côté de Marseille, au commandement de la Légion étrangère. Et je vois un livre : *France. Complicité de génocide* d'un dénommé François-Xavier Verschave, qui est mort depuis – paix à son âme – et qui accuse la France, en fait, de ni plus ni moins complicité de génocide. Et ça m'a tellement choqué et indigné – je rentrais très fier de cette opération –, que je me suis dit à ce moment-là : « Je vais, à un moment donné, écrire ma vérité sur l'opération Turquoise ». Voilà.

[03' 05'']

Jérôme Chapuis : C'est important parce que, quand vous rentrez, vous, du Rwanda, vous êtes fier de ce que vous avez fait ?

[03' 08'']

Jacques Hogard : Totalement.

[03' 09'']

Jérôme Chapuis : Même si vous avez vu...

[03' 10'']

Jacques Hogard : Et je le suis toujours [sourire].

[03' 11'']

Jérôme Chapuis : Même si vous avez vu par ailleurs des choses absolument atroces, j'imagine.

[03' 13'']

Jacques Hogard : Mais bien sûr, mais bien sûr ! Mais encore une fois, le génocide rwandais a été fait par des Rwandais contre des Rwandais. Et la France, bien sûr, a été impliquée dans le dossier rwandais depuis le..., les années 90 tout particulièrement. Même avant, depuis 1975.

[03' 28'']

Jérôme Chapuis : Et c'est bien rappelé dans le film.

[03' 29'']

Jacques Hogard : Mais... C'est bien rappelé dans le film. Mais on peut revenir sur la complexité de cet engagement, bien sûr, parce que je ne suis pas un politique, je suis un soldat. Enfin, j'étais un soldat...

[03' 37'']

Jérôme Chapuis : Alors justement, les politiques. Est-ce que vous admettez au moins, aujourd'hui, des errements politiques de la part de la France, du pouvoir ?

[03' 45'']

Jacques Hogard : Ecoutez, je pense qu'accuser le Président Mitterrand de complicité de génocide...

[03' 49'']

Jérôme Chapuis : Sans aller jusque-là ! Mais au moins, peut-être, d'aveuglement ?

[03' 52'']

Jacques Hogard : Voilà. Alors après, d'aveuglement, je ne vois pas très bien..., le mot d'aveuglement... Parce que c'est facile, si vous voulez, 25 ans après de se mettre dans la peau de celui qui décrypte ce qui s'est passé. Ça c'est très facile. Sur le moment, moi je n'étais pas aux affaires et je ne peux pas juger des politiques eux-mêmes. Simplement, je ne peux pas accepter que mon pays et son armée soient pointés du doigt, 25 ans après, alors que la communauté internationale n'a rien fait dans cette affaire, que la France est le seul à..., la seule à être intervenue avec les autres pays africains.

[04' 24'']

Jérôme Chapuis : Ça, c'est bien dit dans le film pour le coup.

[04' 25'']

Jacques Hogard : Oui bien sûr mais...

[04' 25'']

Jérôme Chapuis : Notamment les Nations unies, notamment les Américains. Il en est fait mention.

[04' 29'']

Jacques Hogard : Oui bien sûr, bien sûr ! Et je pense qu'il faut quand même insister là-dessus parce que nos compatriotes ont le droit de savoir, si vous voulez. Le..., la..., l'engagement de la France à Turquoise, on veut absolument y mettre des tas de sous-entendus. En réalité, pour moi il est très clair, voilà.

[04' 44'']

Jérôme Chapuis : Il y a un argument, quand même, qui est rappelé dans le film et qui est extrêmement troublant : l'un des moments forts, c'est quand on rappelle à différents protagonistes la création d'un gouvernement provisoire, au Rwanda, composé de personnalités dont on apprendra qu'elles font partie des génocidaires. Et ça se passe dans les locaux de l'ambassade de France à Kigali ! Voilà. Des personnalités qui ensuite seront reçues au Quai d'Orsay, à Paris ! Là, pour le coup...

[05' 06'']

Jacques Hogard : Je... Alors, je n'ai pas suivi ces affaires-là de près à ce moment-là, vous vous en doutez bien. Moi, j'étais à Djibouti en séjour et...

[05' 12'']

Jérôme Chapuis : Mais je vous dis ça parce que...

[05' 13'']

Jacques Hogard : Non mais...

[05' 14'']

Jérôme Chapuis : Parce qu'évidemment, c'est ce genre d'épisode qui, après, donne au régime de Paul Kagame la possibilité de placer la France en position d'accusé.

[05' 20'']

Jacques Hogard : Bien sûr, bien sûr. Mais Paul Kagame, c'est un peu facile, il est dans son droit vous me direz. Il veut légitimer son pouvoir acquis par la violence il y a maintenant 25 ans. Et..., bien sûr qu'il a des raisons de chercher des poux dans la tête de la France. En réalité, je pense que Paul Kagame sait parfaitement tout ce que nous avons fait – tout ce que la France a fait – entre 90 et 93 pour lui permettre d'accéder au dialogue et à une part de responsabilité dans ce Rwanda, que l'on espérait bâtir sur les accords d'Arusha. Voilà. Alors, après, qu'il y ait telle ou telle faute politique. Parce que ce que vous évoquez – ces personnalités reçues à Paris, ou autre, pendant cette période trouble et quand même ô combien dramatique –, me paraît être de l'imprudance, pour ne pas dire autre chose. Mais c'est un détail, je dirais mineur, par rapport à l'engagement de la France et à la volonté de la France de trouver des solutions pacifiques au Rwanda.

[06' 12'']

Jérôme Chapuis : Ce qui apparaît aussi clairement dans le film, c'est cette rivalité entre la France et les Etats-Unis. Plus largement, d'ailleurs, entre le monde francophone et anglophone. Les zones d'influence en Afrique, leurs évolutions à l'époque, ça c'est une grille de lecture importante pour comprendre la manière, surtout, dont l'histoire a été écrite après ?

[06' 30'']

Jacques Hogard : Bien sûr ! Moi j'ai même eu un incident, personnellement, avec un officier de liaison américain détaché à mon PC. Il ne se comportait pas en ami, il se comportait en espion.

[06' 39'']

Jérôme Chapuis : Les Américains ne se comportaient pas en amis au Rwanda avec la France ?

[06' 41'']

Jacques Hogard : Mais bien entendu, bien entendu ! Ils ont même mis des bâtons dans les roues pour que cette opération – controversée et si tardive pour certains – puisse se dérouler quand même. Ils ont... Madeleine Albright, [qui] était à l'époque ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, a fait tout ce qu'elle pouvait pour retarder, voire empêcher, cette opération française, qui avait un défaut à ses yeux... Elle l'a qualifiée d'ailleurs d'opération anormale et je crois qu'elle a eu d'autres mots plus durs... Pour simplement promouvoir son protégé qui était Paul Kagame. Il faut dire les choses comme elles sont. Ça c'est la vérité.

[07' 16'']

Jérôme Chapuis : Donc si le génocide au Rwanda est d'une manière ou d'une autre une affaire française – en tout cas si on doit faire cette lecture là –, elle est aussi une affaire américaine, hein ?

[07' 24'']

Jacques Hogard : Alors pour moi, une affaire française, je pense qu'elle peut être une affaire française puisqu'on est là, ce soir, pour en débattre, c'est évident. Mais je pense qu'elle est d'abord une affaire internationale. Elle est d'abord une affaire rwando-rwandaise, ensuite elle est une affaire internationale. Je pense que l'ONU a failli terriblement au Rwanda...

[07' 40'']

Jérôme Chapuis : Et c'est rappelé dans le film, hein.

[07' 41'']

Jacques Hogard : C'est rappelé dans le film mais...

[07' 42'']

Jérôme Chapuis : Effectivement, on ne pouvait même pas..., on ne pouvait même pas prononcer le mot génocide dans l'enceinte des Nations unies, hein.

[07' 45'']

Jacques Hogard : Mais, il faut insister parce que quand Bernard Kouchner dit : « La France a mis enfin trois mois à se décider », etc. Bon enfin, la France a demandé d'emblée... La France est d'abord la première à avoir parlé de génocide dans la bouche d'Alain Juppé, il faut le rappeler. Et deuxièmement, la France a demandé une intervention internationale qui n'a finalement été autorisée que par cette résolution des Nations unies du 21 juin – la résolution 929 – et qui va, en fait, consacrer l'échec de la MINUAR...

[08' 14'']

Jérôme Chapuis : Qui était la force...

[08' 15'']

Jacques Hogard : Et préparer la MINUAR II. La force des Nations unies pour le Rwanda.

[08' 19'']

Jérôme Chapuis : Ouais. Vous disiez tout à l'heure que vous étiez fier, de votre point de vue, et de ce que vous avez fait et de ce que vous avez vu...

[08' 22'']

Jacques Hogard : Oui, absolument.

[08' 23'']

Jérôme Chapuis : Vous avez sauvé des vies, l'armée française a sauvé des vies au Rwanda ?

[08' 25'']

Jacques Hogard : Mais bien entendu, bien entendu. J'ai..., je cite d'ailleurs dans mon livre quelques témoignages qui m'ont beaucoup touché. Parce que quand ce sont des témoignages de personnes qui

vous disent merci... Et j'en ai encore tous les jours à propos de cette actualité rwandaise qui n'en finit plus, j'ai des témoignages. Et, comment vous dire...

[08' 41'']

Jérôme Chapuis : Et ça, ça manque peut-être, selon vous, dans le film ?

[08' 43'']

Jacques Hogard : Mais bien entendu ! Le... Je pense que la France, dans ce film – qui est, encore une fois, très bien fait –, la France est en position d'accusé. Moi je dis la France n'est pas en position d'accusé. La France a peut-être commis, ici ou là, des erreurs d'appréciation. Ça c'est encore un autre sujet. Mais la France n'est pas coupable de tout ce qu'on la..., de tout ce dont on l'accuse, et l'armée française encore moins !

[09' 05'']

Jérôme Chapuis : Alors cela dit..., cela dit, dans le film, on donne la parole à des personnalités et notamment Guillaume Ancel, qui est un ancien officier, qui a servi, je crois – sauf erreur –, sous vos ordres ?

[09' 17'']

Jacques Hogard : Sous mes ordres, oui, tout à fait.

[09' 18'']

Jérôme Chapuis : Hein, dans l'opération Turquoise. Il a été l'un des premiers à affirmer que la France avait apporté un soutien actif, un soutien militaire actif au gouvernement rwandais à l'époque. Et il affirme que l'opération Turquoise – à laquelle..., dont vous étiez donc un acteur clé – avait une dimension offensive contre le FPR de Paul Kagame.

[09' 38'']

Jacques Hogard : Alors, ce sont les impressions de Guillaume Ancel. Je n'en dirai pas plus, je ne voudrais pas être désagréable à son égard. Mais il était un jeune capitaine, il n'avait accès à aucune information et aucun ordre particulier. Il suivait en quelque sorte mon état-major dans un certain nombre de responsabilités – qui étaient d'ailleurs à vocation humanitaire et parfaitement nobles – qui consistaient en particulier à aller chercher des Tutsi dans leur cache et à les ramener en lieu sûr. Bon, il a fait son boulot de manière parfaite là-bas, je n'ai rien à dire là-dessus...

[10' 08'']

Jérôme Chapuis : Mais lui parle par exemple de livraison d'armes, de livraison d'armes aux Hutu !

[10' 10'']

Jacques Hogard : Non, non. Mais, ça je peux vous dire... Alors ça, c'est faux ! Alors je ne sais pas s'il faut appeler ça un mensonge ou contrevérité, mais ça me révolte ! Guillaume Ancel a eu des problèmes, probablement de carrière, il a quitté l'armée assez vite. Il a voulu y revenir un peu plus tard. Son..., sa démarche, je ne la connais pas ! Je ne sonde pas les âmes, je ne sonde pas les cœurs, je ne sonde pas les reins. Mais franchement, il n'est pas crédible ! La fameuse livraison d'armes dont il parle, dont il est incapable de donner la date, moi je dis c'est le 22 juillet : nous avons livré des vivres, des bâches plastiques, des aliments pour enfants à des réfugiés des FAR, des familles des ex-Forces

armées rwandaises réfugiées de l'autre côté de la frontière à Bukavu. Oui, je l'ai fait ! Et je l'assume parce que devant la détresse humaine...

[10' 58'']

Jérôme Chapuis : Des vivres mais en aucun cas des armes.

[11' 00'']

Jacques Hogard : Mais bien entendu, bien entendu. Bien sûr.

[11' 01'']

Jérôme Chapuis : Et une autre accusation qui a été portée à l'encontre des militaires français, c'est d'avoir – c'est d'ailleurs rappelé dans le film – aussi facilité en quelque sorte la fuite de certains génocidaires.

[11' 11'']

Jacques Hogard : Alors ça, c'est un reproche qui nous est fait. Et qui m'est fait aussi en particulier...

[11' 15'']

Jérôme Chapuis : Qui vous est fait à vous en particulier ?

[11' 16'']

Jacques Hogard : A moi en particulier. J'ai vu ça. C'est l'été 94 quand je rentre et que je découvre ça dans le livre de Verschave.

[11' 22'']

Jérôme Chapuis : Et vous êtes nommément accusé.

[11' 24'']

Jacques Hogard : Oui, oui, nommément accusé. Mais c'est... Là, on... Là encore, je trouve chez Bradol des phrases parfaites parce qu'il dit : « Mais il n'y a que les gens qui n'ont jamais participé à une opération de quelque nature qu'elle soit – militaire ou humanitaire – pour comprendre ce que c'est réellement sur le terrain ». Moi, je me suis retrouvé le 16 juillet avec l'arrivée d'un ou deux ou trois hauts représentants de ce Gouvernement intérimaire rwandais qui était..., dont on..., d'ailleurs, on ne connaissait pas réellement les implications dans le génocide, mais on sentait bien qu'il ne sentait pas très bon, hein. C'était l'ancienne administration qui venait de se livrer à ces horreurs. J'ai eu ces gens-là dans mon secteur qui est arrivé [sic] en ville de Cyangugu. J'ai parfaitement compris qu'ils n'avaient rien à y faire. J'ai rendu compte à mon général, bien sûr, c'est le propre de tout officier normalement constitué. Et j'ai été les voir. Donc j'ai vu le président de la République par intérim – c'était l'ancien Président du Parlement –, j'ai vu le ministre des Affaires étrangères. Et je leur dis : « Vous dégagez ! Et nous ne vous consentirons pas d'aide pour partir. Mais vous devez partir ! ». Donc, ils ont passé la frontière, ils sont passés au Zaïre. Moyennant quoi...

[12' 31'']

Jérôme Chapuis : Donc en aucun cas, en tout cas à la place qui était la vôtre, vous n'avez aidé... Ouais.

[12' 35'']

Jacques Hogard : Mais non, mais bien sûr que non ! Il y a un article de *Képi blanc* qui est incriminé dans cette affaire, c'est à mourir de rire.

[12' 39'']

Jérôme Chapuis : Merci beaucoup, merci Jacques Hogard. Je rappelle donc : *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*, réédité en 2016 chez Hugo Doc. Merci beaucoup, donc, d'avoir été avec nous.

[Fin de la transcription à 12' 52'']